

2025



TIRER PARTI DE LA COLLABORATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Perspectives et recommandations pour
renforcer le programme Femmes, Paix et
Sécurité (FPS) face aux défis croissants



Nous tenons à remercier nos partenaires — Benimpuhwe Organization (Rwanda), Justice Without Frontiers (Liban), Red Nacional de Mujeres (Colombie), Synergie de Femmes (RDC) et le West Africa Network for Peacebuilding (WANEP, Nigéria) — pour leur collaboration dans le cadre de ce projet. Nous exprimons également notre gratitude à toutes les personnes qui ont contribué à nos consultations, que ce soit en participant à nos événements à New York, en prenant part aux discussions de suivi en ligne ou en répondant à notre sondage.

Ce rapport a été rendu possible grâce au travail de Sarah Keeler et Monique Cuillierier, avec les contributions d’Alexandria Bohémier, Katrina Leclerc, Bénédicte Santoire et Beth Woroniuk.

Cette collaboration a été rendue possible grâce au Fonds canadien d’initiatives locales (FCIL) par l’intermédiaire de la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies.



Publié par le Réseau Femmes, Paix et Sécurité – Canada (WPSN-C)

Mars 2025

©WPSN-C, 2025

Tous droits réservés.

wpsn-canada.org

Contactez-nous : coordinator@wpsn-canada.org

Sigles et acronymes

CSONU	Conseil de sécurité des Nations Unies
DRC	Services de politique étrangère et de diplomatie
CRSV	Violences sexuelles liées aux conflits
FPS	Femmes, Paix et Sécurité
PAN	Plan d’action national
WPSN-C	Réseau Femmes, Paix et Sécurité – Canada

Recommandations résumées

1. **Intégrer la justice et les approches fondées sur les droits humains** comme éléments clés dans les quatre piliers du programme Femmes, Paix et Sécurité, ainsi que dans les processus de planification des plans d'action nationaux.
2. **Développer des récits et des moyens de promouvoir le programme FPS** qui répondent aux réalités mondiales émergentes telles que la montée des mouvements anti-droits, la polarisation politique et la crise climatique.
3. **Soutenir des approches novatrices en matière de consultation** et de partage des connaissances afin de permettre une pluralité de perspectives et une compréhension plus inclusive et intersectionnelle des multiples contextes dans lesquels s'inscrit le travail lié au FPS.
4. **Investir dans des programmes qui renforcent les capacités et les connaissances des acteur(trice)s de la société civile** communautaire et diversifié(e)s, afin qu'ils/elles puissent participer de manière significative aux processus FPS et à l'élaboration des PAN.
5. **Simplifier les mécanismes de financement pour les organisations communautaires** et offrir un financement plus flexible, en rationalisant les processus de demande, d'admissibilité et de reddition de comptes afin de réduire les obstacles existants pour celles et ceux qui s'engagent activement dans des approches locales innovantes et accessibles.

Aperçu : L'importance de la société civile dans l'avancement du programme FPS

L'année 2025 marque le 25^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS). Dans un contexte de militarisation croissante, de multiplication des conflits armés, de montée mondiale des mouvements anti-droits et d'instabilités politiques, le rôle de la société civile dans la protection et l'avancement du programme FPS demeure essentiel. Les plans d'action nationaux (PAN) sur le FPS sont un outil permettant de faire progresser la reddition de comptes quant aux engagements des États, et plus de 110 pays en ont adopté un à ce jour. Pourtant, des obstacles persistent pour garantir une participation réelle et significative de la société civile à leur élaboration et mise en œuvre, ainsi que pour s'assurer qu'ils répondent adéquatement aux défis émergents aux niveaux national, régional et mondial.

Les organisations communautaires jouent un rôle central en reflétant les réalités vécues par les femmes et les groupes marginalisés touché(e)s par les conflits, et en veillant à ce que les processus liés au FPS — y compris l'élaboration des PAN — soient inclusifs, concrets et adaptés aux besoins et réalités des communautés locales.

Notre approche de consultation

Entre septembre 2024 et janvier 2025, le Réseau Femmes, Paix et Sécurité – Canada (WPSN-C), avec l'appui du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) par l'intermédiaire de la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, a mené une série de dialogues avec des partenaires de la société civile au Canada, des réseaux partenaires dans cinq autres pays, ainsi qu'avec des activistes et praticien(ne)s œuvrant dans le domaine du FPS. Plusieurs activités ont eu lieu en octobre 2024, pendant la Semaine FPS aux Nations Unies à New York, où des représentant(e)s du WPSN-C se sont réuni(e)s avec leurs homologues de la Colombie, de la République démocratique du Congo (RDC), du Liban, du Nigéria et du Rwanda.

Lors de notre WPS Learning Lab, 27 participant(e)s provenant de 19 pays[1] ont pris part à un apprentissage mutuel, partagé des pratiques exemplaires et élaboré des stratégies visant à améliorer la collaboration entre les groupes de la société civile, notamment autour des PAN sur le FPS, mais aussi pour faire progresser plus largement le programme FPS. Les délégué(e)s du projet ont également tenu des rencontres bilatérales pour partager leurs perspectives avec les Missions permanentes auprès de l'ONU à New York de l'Autriche, du Canada et de la Suisse. Un panel public avec des leaders de la société civile et des représentant(e)s des gouvernements du Canada, de la Colombie et de l'Union africaine a ensuite offert un espace de dialogue ouvert sur la manière dont les gouvernements et la société civile peuvent travailler plus étroitement ensemble pour assurer le succès des PAN FPS, tout en fournissant une analyse experte des leçons apprises et des innovations prometteuses. Entre octobre 2024 et janvier 2025, le WPSN-C a également mené un sondage auprès de ses membres et tenu plusieurs séances en ligne avec 22 participant(e)s supplémentaires, afin d'entendre directement les membres et partenaires du Réseau.

[1] Les participant(e)s venaient de l'Afghanistan, de l'Albanie, du Canada, de la Colombie, de la République démocratique du Congo (RDC), des États-Unis, des Fidji, d'Haïti, du Kirghizistan, du Liban, du Nigéria, des Pays-Bas, de la Palestine, du Rwanda, de la Serbie, de la Suisse, du Soudan du Sud, de l'Ouganda et du Royaume-Uni.

Objectif de cette note politique

Ce document résume les principaux thèmes et constats issus de ces dialogues. Il met en lumière les réflexions et connaissances précieuses que les acteur(trice)s de la société civile, issu(e)s de contextes variés à l'échelle mondiale, apportent à l'élaboration de politiques réactives, et amplifie leurs perspectives afin d'éclairer les discussions politiques plus larges sur le FPS aux niveaux national et international.

Cette note propose des recommandations claires et concrètes sur la manière dont les gouvernements et la société civile peuvent collaborer efficacement pour assurer le succès des PAN FPS, et pour protéger et faire progresser ce programme en tant qu'enjeu non partisan. En s'appuyant sur les leçons tirées, les défis clés, les innovations et les pratiques prometteuses mises en évidence lors des récents dialogues internationaux du WPSN-C, elle présente des solutions pratiques pour renforcer ces partenariats.

Constats clés

Dans le contexte mondial actuel, les militant(e)s et praticien(ne)s expriment de vives préoccupations quant à la nécessité d'intégrer des approches fondées sur la justice et la reddition de comptes dans le programme FPS.

Alors que les conflits se multiplient à travers le monde, affectant et ciblant de manière disproportionnée les femmes, les jeunes femmes et les filles, les acteur(trice)s œuvrant à l'avancement du programme FPS — y compris les institutions multilatérales, les États, les organisations de la société civile et les militant(e)s — doivent trouver des

“

Il est important de se concentrer sur la résolution 1325 et la localisation, mais il faut aussi réfléchir à la manière de plaider pour la justice dans le cadre du programme FPS, sans adopter une approche sélective. Comment puis-je parler d'un PAN alors qu'une guerre est en cours? Comment peut-on utiliser un PAN pour répondre aux besoins de 1,4 million de personnes déplacées au Liban? Lorsqu'on parle des résolutions du CSONU, de crises humanitaires et de secours, il faut avancer ce travail en le centrant sur la justice.

— Participante du Liban

”

moyens de s'adapter et de répondre aux crises émergentes qui compromettent gravement l'égalité des genres et la participation des femmes.

En faisant référence à des contextes de crises persistantes — notamment en Afghanistan, en RDC, en Haïti, au Liban, au Myanmar, en Palestine, au Soudan, en Ukraine et au Yémen — les participant(e)s à nos dialogues ont souligné l'importance de placer les droits, la justice et la reddition de comptes au cœur du programme FPS, particulièrement en ce qui concerne les crimes fondés sur le genre. Une approche qui met l'accent uniquement sur la paix et la sécurité, sans inclure la justice — par exemple en intégrant des combattantes tout en ignorant les civil(e)s — affaiblit l'ensemble du programme FPS et exclut des acteur(trice)s essentiel(le)s. Dans les contextes de crise, une approche qui privilégie des objectifs sécuritaires sans adopter une perspective de sécurité humaine tenant compte de l'ensemble des droits à travers les différentes dimensions sociales alourdit les fardeaux qui pèsent sur les femmes, les jeunes femmes, les filles et d'autres groupes vulnérables. Dans d'autres contextes, notamment en Amérique du Nord et en Europe, les réactions hostiles envers les politiques féministes et fondées sur les droits entraînent un risque de stagnation ou de recul des avancées réalisées en matière de FPS — y compris dans le langage même utilisé pour structurer les discussions.

Les approches intersectionnelles sont essentielles pour faire progresser le programme FPS et veiller à ce que les plans d'action nationaux répondent aux réalités diverses des femmes, des jeunes femmes et des filles.

Les efforts gouvernementaux liés au programme FPS et à la planification des plans d'action nationaux négligent trop souvent les vulnérabilités multiples vécues par des personnes se situant à l'intersection de plusieurs formes d'oppression, notamment les femmes racisées, les personnes issues de minorités ethniques, les femmes en situation de handicap, les femmes autochtones et les membres des communautés LGBTQI+. Pourtant, ces communautés marginalisées apportent également des perspectives précieuses, mettant en lumière des stratégies d'adaptation, des façons d'atteindre une diversité de publics et des moyens de favoriser la participation locale ainsi que l'appropriation des PAN FPS. Des stratégies adaptées, fondées sur ces connaissances, sont nécessaires pour relever les défis spécifiques à chaque région et communauté. Les gouvernements doivent adopter des approches intersectionnelles dans leurs interactions avec la société civile afin de refléter les réalités vécues par les femmes, les jeunes femmes, les filles et les personnes de genres divers dans le cadre du programme FPS.

Par exemple, au Canada, des efforts accrus et de nouvelles approches sont nécessaires pour intégrer pleinement les perspectives autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PAN, en reconnaissant à la fois les obstacles à la participation et les avantages d'un engagement plus approfondi.

“

Souvent, la participation a été centrée sur les combattant(e)s ou les parties au conflit. Il faut revenir à la question fondamentale de l'inclusion : rien sur nous sans nous. Il est nécessaire de réfléchir à la manière de prioriser la participation des communautés exclues, comme les jeunes. On ne parle pas non plus assez des femmes en situation de handicap dans cet espace, ni de la façon dont on peut les inclure.

— Participante des Fidji

”

Le financement et les ressources demeurent un obstacle majeur à la consultation et à la mise en œuvre des PAN.

Un financement solide, durable et flexible est nécessaire non seulement pour garantir la mise en œuvre des PAN, mais aussi pour assurer la participation pleine et significative de la société civile à l'ensemble du programme FPS. Des participant(e)s de plusieurs pays ont souligné l'absence d'engagements financiers et de ressources allouées par les gouvernements comme un obstacle majeur à la pertinence des PAN pour les communautés locales et à la possibilité d'une réelle collaboration avec la société civile.

Même lorsqu'ils existent, les mécanismes de financement demeurent souvent inaccessibles aux petites organisations locales et à celles qui effectuent le travail de première ligne pour localiser les PAN FPS — en veillant à ce qu'ils soient pertinents au niveau local et véritablement appropriés —, surveiller les engagements gouvernementaux et répondre aux besoins des femmes, des jeunes femmes et des filles touchées par les conflits. Une dépendance excessive à l'égard d'intermédiaires qui poursuivent leurs propres objectifs et n'adoptent pas de pratiques de financement féministes peut entraîner une diminution des ressources atteignant les acteur(trice)s de première ligne. De plus, les cycles de financement à court terme nuisent à un impact durable et à une planification à long terme de la participation de la société civile.

La localisation du programme FPS est essentielle pour garantir une mobilisation de la société civile qui soit solide, inclusive, ancrée localement et fondée sur la collaboration.

Les participant(e)s ont souligné la nécessité constante de localiser le programme FPS, tant au moment des consultations dans l'élaboration des PAN que lors de leur mise en œuvre. Bien que les gouvernements fassent souvent référence à la localisation comme à un mot-clé à la mode, il règne un flou sur ce que cela signifie concrètement, et il est nécessaire de déconstruire le processus pour s'assurer que les perspectives communautaires et les approches intersectionnelles soient intégrées à chaque étape. Il existe également un écart entre la compréhension gouvernementale de ce processus et la vision portée par la société civile et les acteur(trice)s de terrain. Les gouvernements tendent à considérer la localisation comme une démarche centrée sur la planification au niveau national et les efforts menés depuis les capitales, plutôt qu'une approche multilatérale. Gouvernements et agences multilatérales perçoivent trop souvent les PAN comme un résultat final illustrant le « succès » du programme FPS, au lieu d'y voir un processus continu d'engagement soutenant la création d'outils pour les acteur(trice)s de la société civile en première ligne de la mise en œuvre.

Pour les acteur(trice)s de la société civile, au contraire, la localisation met l'accent sur les initiatives communautaires et régionales, ainsi que sur l'investissement local dans la planification nationale, permettant aux communautés de s'approprier le processus en fonction de leurs besoins spécifiques. Un véritable engagement envers la localisation peut favoriser une participation significative de groupes diversifiés, y compris les voix marginalisées, garantir la pertinence des PAN par rapport aux réalités locales, et assurer un impact durable. La société civile joue un rôle central dans la promotion de cette approche, en dotant les communautés des connaissances et des compétences nécessaires pour s'engager activement, et en créant un langage décolonial du FPS en dehors des structures multilatérales souvent inaccessibles. Les gouvernements doivent appuyer et financer ce travail essentiel de la société civile.

Transformer les plans en engagements concrets demeure un défi.

Même lorsque les gouvernements affichent des objectifs clairs pour faire progresser le programme FPS, il existe un risque que les engagements exprimés ne restent que des paroles, sans véritable mise en œuvre. Nos dialogues ont permis d'identifier plusieurs facteurs contribuant à ce défi, notamment le manque de données disponibles pour assurer un suivi et une évaluation rigoureux (et des mécanismes de suivi et d'évaluation incohérents au sein même des

gouvernements), l'insuffisance des ressources allouées à la mise en œuvre, ainsi que l'absence d'espaces permettant à la société civile de demander des comptes aux gouvernements quant aux engagements pris. En Colombie, par exemple, les combattantes ont joué un rôle clé dans le processus de paix de 2016 et les négociations officielles, mais les engagements du gouvernement concernant les dispositions liées au genre — dans cet accord comme dans le PAN récemment adopté — se sont révélés faibles. De plus, les espaces formels permettant à la société civile de faire valoir ses revendications à ce sujet ont été limités, à un moment où le projet de « paix totale » du gouvernement montre des signes de fragilité.

De même, dans le contexte des îles du Pacifique, les acteur(trice)s de la société civile ont éprouvé des difficultés à tenir les responsables élu(e)s redevables de leurs engagements, en raison du manque d'espaces pour mettre en place des mécanismes tels que des audiences parlementaires permettant de rendre compte des progrès réalisés. En Ouganda, les engagements envers une approche pangouvernementale impliquant l'ensemble des ministères ont été freinés par l'absence de ressources dédiées.



Image : Photo de groupe des membres du WPSN-C aux côtés d'autres praticien(ne)s du programme FPS provenant de divers pays, participant au WPS Learning Lab. L'événement s'est tenu en marge de la commémoration du 24e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à New York, le 22 octobre 2024. Cette initiative a été soutenue par le Fonds canadien d'initiatives locales, par l'intermédiaire de la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York.

Recommandations

1. Intégrer la justice comme élément central dans l'ensemble des piliers du programme FPS

Comme l'a exprimé éloquemment un(e) participant(e), nous devons « faire avancer ce travail en le centrant sur la justice », particulièrement dans les contextes de crise humanitaire et d'intervention. Un moyen clé de garantir un programme FPS ancré dans la justice et les droits consiste à aligner et à articuler intentionnellement la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU avec d'autres résolutions axées sur la reddition de comptes en matière de crimes fondés sur le genre et la protection des victimes — telles que la Résolution 1820 sur les violences sexuelles liées aux conflits (CRSV) et la Résolution 2467, qui met en lumière l'éventail des menaces, violations et abus des droits humains que subissent les femmes et les filles en situation de conflit armé. Dans les efforts de secours et de relèvement, les besoins spécifiques des victimes [2] (par exemple, les survivant(e)s et leurs enfants né(e)s de violences sexuelles liées aux conflits) doivent être pris en compte, et un soutien leur doit être offert dans leur quête de justice.

2. Développer des récits et des moyens de promouvoir le programme FPS qui répondent aux réalités mondiales émergentes

Les défis croissants — tels que la polarisation politique, la montée des mouvements anti-droits et le lien entre les conflits et les changements climatiques — nécessitent une attention continue et une approche flexible, capable de répondre aux réalités émergentes tout en protégeant les acquis du programme FPS. Les gouvernements peuvent reconnaître et contrer les menaces croissantes qui s'entrecroisent avec le programme FPS et en compromettent les progrès, en mettant en évidence les liens structurels entre l'égalité des genres et la réduction des conflits. Comprendre le rôle essentiel du programme FPS permet une analyse plus complète, et contribue ainsi à des réponses plus solides, durables et nuancées dans la promotion de la stabilité mondiale, la prévention des conflits et le renforcement des intérêts sécuritaires et diplomatiques. Les récits qui soulignent l'importance cruciale de l'égalité de genre pour faire avancer ces priorités — par exemple, en renforçant la résilience face aux changements climatiques ou en intégrant des discussions sur les masculinités positives [3] dans les efforts de lutte contre la radicalisation — devraient être intégrés de manière plus active au langage et aux pratiques existantes.

[2] Nous utilisons le terme « victime » tel qu'il est compris dans les approches de justice centrées sur les victimes, qui identifient explicitement la ou les personnes ayant subi un préjudice comme étant au cœur du processus de recherche de justice. Cette approche reconnaît leurs droits et besoins comme une priorité dans les instruments des droits humains, les systèmes de reddition de comptes et de justice, tout en valorisant l'autonomie des individus et des groupes en reconnaissant leur pouvoir d'agir dans ce processus.

[3] Les masculinités désignent les différentes façons d'être et d'agir, ainsi que les valeurs et attentes associées au fait d'être ou de devenir un homme dans une société donnée. Dans le contexte de la consolidation de la paix, la notion de « masculinité positive » fait référence à la promotion active de formes de masculinité saines et non violentes, afin de prévenir les conflits et de contribuer à une paix durable, en remettant en question les normes de genre néfastes qui associent souvent la masculinité à l'agressivité et à la violence.



Image : Membres du WPSN-C et partenaires de divers pays lors d'un panel tenu dans le cadre du WPS Learning Lab. L'événement a eu lieu en marge de la commémoration du 24e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à New York, le 22 octobre 2024. Cette initiative a été soutenue par le Fonds canadien d'initiatives locales, par l'intermédiaire de la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York.

3. Soutenir des approches novatrices en matière de consultation et de partage des connaissances

En se connectant à des réseaux formels et informels, aux niveaux national et régional, les gouvernements peuvent bénéficier d'une pluralité de perspectives et encourager une compréhension plus inclusive et intersectionnelle des multiples contextes dans lesquels s'inscrit le travail en matière de FPS. Pour que cela soit réellement efficace, les organisations de la société civile doivent être approchées et reconnues comme des expertes capables de fournir des conseils stratégiques sur l'élaboration, le suivi et l'évaluation des PAN. Des ressources telles que le rapport récent du WPSN-C, qui propose des réflexions et des pratiques exemplaires pour l'engagement gouvernemental auprès des défenseur(e)s des droits humains des femmes, illustrent l'expertise disponible. Une

“

Lorsqu'il est question de suivi et d'évaluation, le gouvernement voulait toujours une approche positive. Il leur était très difficile de voir les défis, mais nous voulions leur faire comprendre que reconnaître la présence de ces défis est essentiel à notre apprentissage collectif. Reconnaître les difficultés dans la mise en œuvre du PAN est une force, pas une faiblesse, car c'est seulement ainsi que l'on peut trouver des solutions. Il est très important que le gouvernement réfléchisse à l'impact de ses interventions, et pas seulement aux résultats produits.

— Participante du Canada

”

approche partenariale comme celle du Groupe consultatif sur le FPS du Canada — mis en place dans le cadre du deuxième PAN et maintenu dans le troisième — a été identifiée comme une bonne pratique favorisant la transparence, la coresponsabilité et la reddition de comptes dans la mise en œuvre des PAN. Reconnaître les réalités intersectionnelles et le fait que la mobilisation de groupes divers nécessite des

approches elles aussi diversifiées et flexibles permettra d'assurer des consultations à la fois significatives et sans barrières.

4. Investir dans des programmes qui renforcent les capacités et les connaissances des acteur(trice)s communautaires diversifié(e)s de la société civile afin qu'ils/elles puissent s'engager de manière substantielle dans les processus FPS et l'élaboration des PAN

Les gouvernements peuvent offrir un soutien direct et un financement pour des programmes communautaires qui dotent la société civile des connaissances, des compétences et des ressources nécessaires à un engagement efficace dans le cadre du programme FPS. En plus de garantir des budgets dédiés à la mise en œuvre des PAN, ces programmes peuvent inclure, par exemple, des rencontres indépendantes de la société civile sur les PAN comme étape préalable à la collaboration avec le gouvernement, des partenariats avec les autorités locales et les leaders communautaires pour élaborer des approches interrégionales et créer des plans d'action locaux, ainsi que des ateliers de renforcement des capacités portant sur la mise en œuvre des normes et des politiques comme outils pour les femmes au niveau communautaire. Des approches novatrices visant à renforcer les connaissances locales, partagées lors des consultations du WPSN-C, incluent des jeux de société numériques interactifs et des initiatives de courtepoinTE thématiques sur le FPS.

Il est essentiel, pour bénéficier de perspectives variées, que ces approches soient menées à travers une lentille intersectionnelle, afin de rejoindre et d'outiller des groupes souvent marginalisé(e)s dans les processus FPS dirigés par les gouvernements. Cela inclut notamment les personnes vivant à l'extérieur des capitales, les femmes en situation de handicap, les femmes en situation socioéconomique précaire, les femmes racisées, les personnes issues de minorités ethniques, les femmes autochtones, les jeunes femmes et les filles, ainsi que les membres des communautés LGBTQI+.

Image : Participantes lors du WPS Learning Lab. L'événement s'est tenu en marge de la commémoration du 24e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à New York, le 22 octobre 2024. Cette initiative a été soutenue par le Fonds canadien d'initiatives locales, par l'intermédiaire de la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York.





Image : Membres du WPSN-C et partenaires de divers pays lors d'un panel tenu en marge de la commémoration du 24e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à New York, le 23 octobre 2024. Cette initiative a été soutenue par le Fonds canadien d'initiatives locales, par l'intermédiaire de la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York.

5. Simplifier les mécanismes de financement pour les organisations communautaires et offrir un financement plus flexible

La décision récente de mettre fin au financement de l'USAID a eu un impact majeur sur les ressources disponibles pour les initiatives promouvant l'égalité des genres et le programme FPS. Ce changement de cap soudain crée une crise qui exige des approches créatives en matière de finance féministe, ainsi qu'un rôle accru pour les États qui demeurent engagé(e)s envers l'égalité de genre. Les gouvernements peuvent répondre à cette crise et faire preuve de leadership en offrant un soutien stratégique dans des domaines clés. Par exemple, ils peuvent allouer des ressources à des réseaux communautaires diversifiés et rendre les financements accessibles aux petites organisations locales, afin de s'assurer que les ressources atteignent celles et ceux qui mettent en œuvre les initiatives FPS sur le terrain. La simplification des processus de demande, des critères d'admissibilité et de reddition de comptes permettrait de réduire

les obstacles pour les acteur(trice)s engagé(e)s dans des approches locales innovantes et accessibles. Notre recommandation en faveur d'un financement accessible et flexible pour le programme FPS fait écho aux revendications portées par de vastes mouvements pour l'égalité de genre, y compris celles présentées dans le Cadre commun de revendications de Walking the Talk.

“

Nous devons nous concentrer sur la localisation et faire en sorte que les organisations communautaires comprennent le programme FPS et ce que cela signifie d'y travailler concrètement. Nous collaborons avec des communautés et des responsables gouvernementaux locaux pour qu'ils/elles élaborent leurs propres plans d'action locaux. Il faut aussi mobiliser l'ensemble des ministères et améliorer notre capacité à aller sur le terrain, afin que des personnes de tous les milieux comprennent les enjeux et sachent comment contribuer à ce travail. Ce type d'initiative nécessite également des financements dédiés.

— Participante de l'Ouganda

”

Vers l'avenir

À l'occasion de son 25e anniversaire, le programme FPS se trouve à un tournant critique, confronté à des menaces qui mettent en péril les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies et demie — notamment la polarisation politique, la montée des mouvements anti-droits, et la prolifération des conflits armés qui affectent profondément les femmes, les filles et les personnes de genres divers. Pour protéger les acquis durement obtenus en matière de FPS, ainsi que les plans d'action nationaux adoptés à ce jour dans 110 pays, nous devons collectivement trouver de nouvelles façons de répondre aux menaces émergentes et de faire face aux crises, tout en mettant en avant l'importance cruciale d'approches guidées par le programme FPS. Les acteur(trice)s de la société civile, dans toute leur diversité, constituent un atout essentiel pour faire progresser ce travail, lorsqu'ils/elles sont inclus(es) comme partenaires à part entière, avec une expertise et des perspectives intersectionnelles à partager.

Cette note politique présente une série de constats clés que les gouvernements peuvent intégrer dans leur collaboration avec la société civile. Nos échanges avec les partenaires et membres du WPSN-C, les représentant(e)s de la société civile et les activistes communautaires soulignent l'importance de l'appropriation locale, du financement flexible, de récits non partisans, d'approches intersectionnelles qui reconnaissent à la fois les défis vécus et les savoirs portés par les communautés marginalisées, ainsi que de l'ancrage dans la justice et les droits humains pour un programme FPS solide en 2025 et au-delà. Nous espérons que ce document offre des recommandations concrètes aux gouvernements engagé(e)s en faveur du FPS, et qu'il ouvre la voie à un renforcement durable de la collaboration avec la société civile face aux défis à venir.



Image: Photo de membres du Réseau et de partenaires de la société civile de la Colombie, du Nigéria et du Rwanda devant le siège des Nations Unies à New York, quelques instants avant leur participation au débat public du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, le 24 octobre 2024.

WPSN-C

wpsn-canada.org



En partenariat avec :



BENIMPUHWE
organization

